

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DECOCK SA

1 rue de la Cartonnerie
59122 Hondschoote

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\DECOCK
SA_Hondschoote_0007002681\2_Inspections\2025_09_26
Code AIOT : 0007002681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement DECOCK SA implanté 1 rue de la Cartonnerie 59122 Hondschoote. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECOCK SA
- 1 rue de la Cartonnerie 59122 Hondschoote
- Code AIOT : 0007002681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société S.A. DECOCK exploite une usine de teillage de lin autorisée par arrêté préfectoral en date du 18/02/2002. Elle est soumise à autorisation pour la rubrique n° 2311.

En 2011, la société S.A DECOCK a déposé un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation pour modifier l'affectation de 2 bâtiments de production (Carderie et Peignage) qui sont désormais affectés au stockage en plus de ceux existants dédiés aux matières premières et à la filasse.

Avec l'évolution de l'activité de teillage de lin, la société S.A DECOCK a déposé en 2014 un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 pour la création d'un 5^{ème} bâtiment de stockage d'un volume de 16 560 m³.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 06/03/2015 autorise la société S.A DECOCK à stocker des matières combustibles dans 5 bâtiments dont le volume total est de 51 600 m³.

Un porter à connaissance a été déposé en 2019 pour un projet d'extension des entrepôts de stockage. L'instruction de ce dossier est en cours.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.2.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 18.1.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Vérification des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 15.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 14.1.3.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 11.3.2.2.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 1.2.1	Sans objet
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 14.3.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les 2 centrales de détection incendie affichent des messages de dysfonctionnement. **Remettre ces**

équipements de sécurité en bon état de fonctionnement et en informer la DREAL.

Le contrôle annuel des émissions de poussières n'est pas fait.

Lever les observations recensées suite au contrôle périodique des RIA.

Faire une actualisation du plan des réseaux et informer M. le préfet de la démolition du bâtiment qui était destiné au remisage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Classement - rubrique 1510				
Prescription contrôlée :				
En ce qui concerne la rubrique 1510-2, le tableau suivant remplace le tableau figurant au 1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2002.				
Rubrique	Désignation ICPE	Seuils de classement	Activité exercée	Régime
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des	<p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1- Supérieur ou égal à 300 000 m³ ; (A)</p> <p>2- Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 300 000 m³ ; (E)</p> <p>3- Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ ; (D C)</p>	<p>4 Entrepôts existants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment Paille : 15 470 m³ - Bâtiment Filasse : 7 555 m³ - Bâtiment Carderie : 5 000 m³ - Bâtiment Peignage : 7 015 m³ <p>1 Entrepôt nouveau : 16 560 m³</p> <p>Total : 51 600 m³</p>	E

	d e s établissements recevant du public.			
Régime E (Enregistrement)				
Constats : Un porter à connaissance a été déposé en 2019 dans le cadre d'un projet de construction d'une nouvelle cellule de stockage. Le dossier indique un volume de 33 120 m ³ pour le nouvel entrepôt (qui est désormais construit). De ce fait, le volume total des entrepôts est de 84 720 m ³ (en 2015, le volume des entrepôts était de 51 600 m ³). L'activité reste classée sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux a été actualisé en 2019 dans le cadre du projet d'extension. Le plan identifie un bâtiment dénommé "Remisage". Ce bâtiment a été détruit. Faire une actualisation du plan des réseaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 18.1.
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée :

<p>Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance:</p> <ul style="list-style-type: none"> - du Préfet; - du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours; - du SIRACED-PC (59); - de l'inspection des installations classées; <p>et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Intervention Interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le bâtiment destiné à l'activité de remisage est détruit. Aucun porter à connaissance n'a été fait depuis 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Vérification des moyens de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 15.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.</p> <p>En outre, ils doivent être vérifiés au moins une fois par an. La date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil pour les extincteurs et RIA.</p> <p>Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs et les RIA ont été vérifiés le 06/12/2024 par la société Nord extincteurs. Le rapport de vérification des extincteurs indique un état correct. Vu les étiquettes de contrôle sur les équipements.</p> <p>Le rapport de vérification des RIA mentionne des observations pour les RIA n°4 (fuite axe et vanne de barrage), 16 (RIA non alimenté) et 22 (tambour déformé). Aucune mesure n'a été prise pour lever ces observations. L'état "permanent de sécurité" n'est donc pas assuré depuis décembre 2024. Prendre des dispositions pour lever les observations visées. Transmettre le rapport d'intervention à la DREAL.</p> <p>Les exutoires de fumées ont été vérifiés le 07/05/2025 par la société LST Le boulanger Sécurité. Le rapport de vérification indique un bon état des commandes. Les dates des cartouches sont mentionnées pour chaque équipement en observation. Des remplacements sont à faire.</p> <p>Le registre de sécurité est renseigné.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 14.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.</p> <p>Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.</p>
<p>Constats :</p> <p>La détection incendie du site est assurée par 2 centrales positionnées dans les bâtiment dénommés B et J. Les 2 centrales affichent des messages de dysfonctionnement (alarme, sirène arrêtée, erreur, ..., pour la première et hors service général pour la seconde). Remettre ces équipements en bon état de fonctionnement et en informer la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 14.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification annuelle des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques doit être effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les non-conformités éventuelles relevées à l'occasion de cette vérification donneront lieu à des actions correctives, mises en œuvre sans délais et conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées le 11/12/2024 par la société SOCOTEC. 10 observations sont mentionnées dans le rapport d'intervention dont 2 déjà signalées. Les suites données ne sont pas renseignées en temps réel.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 30/09/2025 le document annoté de manière à identifier les observations qui ont été levées. La plupart des observations ont été levées ou des actions doivent être finalisées.</p> <p>Le document Q18 a été délivré le 15/12/2024. Il indique que l'installation électrique ne peut</p>

entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2002, article 11.3.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des émissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fera réaliser annuellement par un organisme agréé un contrôle des émissions de poussières sur chaque ouvrage de rejet à l'atmosphère, lors d'un fonctionnement des installations représentatif d'une activité normale de l'établissement.</p> <p>Les résultats de ce contrôle seront transmis à l'inspecteur des installations classées, dès réception, accompagnés des commentaires ou propositions nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle annuel des émissions de poussières n'est pas fait.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois